Le droit et la morale

Paul Grüninger, ancien commandant de la police cantonale, mort en 1970, ne sera pas réhabilité. Ainsi en a décidé récemment le Grand Conseil saint-gallois.

On se souvient des faits. Au moment de l'annexion de l'Autriche par le Troisième Reich en mars 1938, de nombreux Juifs se réfugient en Suisse. Devant l'afflux, le Conseil fédéral décide de fermer les frontières dès le 19 août. Grüninger, conscient du danger que courent les Juifs autrichiens, falsifie la date des documents d'entrée d'environ 2000 réfugiés qui ont ainsi la vie sauve. Le stratagème découvert, le commandant de police est révoqué et condamné.

Au cours du débat parlementaire chacun a reconnu la valeur humaine et morale du comportement de Grüninger. Le Conseil d'Etat avait d'ailleurs publiquement admis la légitimité de l'action du policier quelques mois avant la mort de ce dernier en 1970. Reste que les faits reprochés à Grüninger — qui les a reconnus — sont pénalement répréhensibles et le restent. De plus, les témoins de l'époque sont presque tous décédés, les documents disponibles sont insuffisants pour reconstituer les événements et les actes de justice ont en grande partie disparu. Pas de raison donc de rouvrir le dossier en vue d'une réhabilitation; la justice n'a pas commis d'erreur. Tel est le point de vue défendu par l'Exécutif saint-gallois.

La première réaction, à l'instar de beaucoup de commentateurs, est de s'étonner, voire de s'indigner: manque de courage des parlementaires, formalisme exagéré, étroitesse de vue, mesquinerie. Il est vrai que l'action de Grüninger est par antithèse, aujourd'hui encore, une condamnation de tous ceux, responsables et exécutants, qui à cette épo-

que ont fait le choix de la Suisse-hérisson, de la Suisse du repli, aveugles au sort des victimes du nazisme. Un douloureux rappel de la volonté d'apaisement, de collaboration même avec les puissances de l'Axe prônée par des hommes influents de la politique et de l'économie.

Et si la Parlement saint-gallois avait raison, peut-être même sans le savoir? Son refus de réhabiliter Grüninger, alors même qu'il reconnaît la légitimité de son action, n'est-il pas le témoignage qu'en certaines circonstances la morale prime le droit? La réhabilitation signifierait que les actes incriminés n'étaient pas contraires à la loi; elle viserait en quelque sorte à adapter «a posteriori» le droit à la morale, à faire coïncider à tout prix le juridique et l'éthique, à gommer le conflit toujours possible entre la volonté étatique et les exigences de la conscience individuelle.

Le droit établit un nombre limité de règles de comportement, certes nécessaires à la vie en collectivité, mais qui n'épuisent de loin pas toutes les attitudes légitimes face à certaines situations; qui s'y opposent parfois. En agissant comme il l'a fait, Grüninger a choisi sa conscience contre le droit. Le refus de sa réhabilitation atteste la validité de son choix: des circonstances exceptionnelles autorisent de faire fi des règles juridiques. Les valeurs morales n'ont pas toujours besoin de la caution du droit. Ou alors il n'y a plus de place pour la liberté.

J. D.

DOMAINE PUBLIC

Merci!

Merci à toutes celles et à tous ceux qui ont profité du dernier bulletin vert encarté dans DP 763 pour régler leur abonnement 1985!

Avis aux retardataires: il n'est jamais trop tard...

J. A. 1000 Lausanne 1

Hebdomadaire romand
N° 766 14 mars 1985

Rédacteur responsable:
Laurent Bonnard

Abonnement
pour une année: 60 francs,
jusqu'à fin 1985: 55 francs
Vingt-deuxième année

Administration, rédaction:
1002 Lausanne, case 2612
1003 Lausanne, Saint-Pierre 1
Tél. 021 / 22 69 10
CCP 10-155 27

Imprimerie des Arts et Métiers SA

Ont collaboré à ce numéro:
Jean-Pierre Bossy
François Brutsch
Marcel Burri
Jean-Daniel Delley
André Gavillet
Yvette Jaggi
Charles-F. Pochon
Victor Ruffly

Point de vue:
Ernest Bollinger
Jeanlouis Cornuz

766

Le matraquage n'a pas payé

A Genève, les locataires ont donc massivement dit non, le week-end dernier, aux pratiques détestables des congés-ventes: l'initiative populaire «pour protéger les locataires contre les congés-ventes» a été acceptée par 48 643 oui contre 21 538 non. Le contre-projet officiel (édulcoré, puis soutenu par les libéraux, les radicaux et les chrétiens-démocrates) a lui aussi été balayé par 49 551 non contre 19 109 oui.

La lutte a été vive et les milieux immobiliers ont combattu l'information dans la presse par une propagande payante musclée, allant jusqu'au mensonge et à la diffamation.

Il était intéressant d'analyser les informations et les annonces publicitaires publiées dans les quatre quotidiens genevois, La Suisse, Tribune de Genève, Journal de Genève et Le Courrier: une rapide chronologie des événements tout d'abord, puis une recension des lettres de lecteurs, une appréciation du coût de la campagne et enfin quelques points de repère sur le langage utilisé.

Au chapitre de «l'information rédactionnelle», la campagne commence, un peu prématurément, le 9 janvier, par la publication d'articles rapportant la conférence de presse de l'Association pour la défense des locataires contre les congés-ventes. Comptes rendus honnêtes et impartiaux dans tous les quotidiens genevois avec, toutefois, la reproduction, dans la *Tribune de Genève*, d'un extrait d'une lettre d'intimidation envoyée aux locataires d'un immeuble genevois. Commentaire lapidaire de la *Tribune* (et début des ennuis): «Pas vraiment rassurant...»

Une semaine plus tard, le 15 janvier, la Chambre

genevoise immobilière fait paraître un long communiqué payant dans les quatre journaux, rassurant les locataires «qui se sont, à tort, sentis menacés par une dénonciation de leur bail s'ils n'achètent pas le logement qu'ils occupent». La Chambre immobilière affirme que la législation actuelle est largement suffisante; elle recommande le rejet tant de l'initiative que du contre-projet contre les abus. Après cette «mise au clair», c'est le calme plat dans la presse genevoise pendant plus d'un mois, à l'exception d'un article dans *La Suisse*, le 4 février, rapportant un cas de congé-vente qui touche 140 locataires à La Gradelle. Un article consacré à la même affaire paraît dans la *Tribune de Genève* le 1^{er} mars («La Gradelle se mobilise»); où les lecteurs apprennent la création d'une association de locataires décidés à se protéger contre les congés-ventes: une épine de plus dans le pied des promoteurs...

Autre fausse note dans cette période de précampagne où la presse n'est pas assez discrète aux yeux des milieux immobiliers: un article sur un nouveau cas de congés-ventes, publié ce même 1^{er} mars dans la *Tribune de Genève*, six jours seulement après la parution d'un article sur la vente d'appartements à Versoix et trois jours après un autre article dénonçant la vente de treize appartements à la rue des Maraîchers («Tous les locataires à la porte!»).

La colère des promoteurs monte. Heureusement pour eux, rien de tel dans *La Suisse* et le *Journal de Genève*, qui publient maintenant leur propagande publicitaire tous les jours et, par conséquent, «ne manipulent pas les lecteurs».

La Suisse se place d'ailleurs au premier rang dans la course aux annonces pour le *non*.

Quant au *Journal de Genève*, sa position est claire: le journal s'identifie naturellement avec celle du parti libéral genevois, respectivement des milieux immobiliers: *non* à l'initiative (mais *oui* au contre-projet contesté par une partie des régisseurs; d'où une divergence de vue avec PRO LOG, le plus grand groupe de pression de l'immobilier et également le plus intransigent).

Le Courrier publiera un article relatif aux congés-ventes (information déjà parue dans la *Tribune*), une semaine plus tard.

LE POUR ET LE CONTRE

Arrive le temps des présentations classiques du pour et du contre. Le *Journal de Genève* publie, le premier, un dossier de deux pages le 2 mars: confrontant l'initiative et le contre-projet, il donne la parole à une représentante de l'Association pour la promotion de la propriété individuelle (*non* à l'initiative, *oui* au contre-projet), au secrétaire général du Rassemblement pour une politique sociale du logement (*oui-non*) et au secrétaire général de la Chambre genevoise immobilière (*non-non*); d'entrée de jeu, la rédactrice affiche la couleur du *Journal de Genève*: *non* à l'initiative.

Le 4 mars, *La Suisse* et la *Tribune de Genève* publient chacun une page de synthèse, donnant la parole aux partisans et aux adversaires de l'initiative. Les deux grands quotidiens genevois ne prennent pas position.

Tout n'a pas été dit bien sûr dans ces pages spéciales. Ainsi, aucune information sur le rôle des banques qui favorisent, par leurs crédits aux promoteurs peu scrupuleux, les pratiques de ventes d'appartements loués. Une fois de plus, nos instituts financiers ont su rester discrets et leur image demeure intacte...

LETTRES DE LECTEURS: LA PROVOCATION

Le débat ne pouvait pas manquer de déborder dans les colonnes réservées aux lecteurs. Leurs lettres ont été relativement abondantes (voir encadré) dans *La Suisse* et la *Tribune de Genève*. Provoqués par une lettre du vice-président de la Société des régisseurs dans *La Suisse* du 13 février rejetant en bloc la responsabilité de la «crise du logement» sur les défenseurs même des locataires, plusieurs lecteurs et associations de locataires réagissent, ce qui permet au régisseur de reprendre la plume pour répondre aux lecteurs «qui n'ont rien compris à

mon analyse» et pour fustiger «la nouvelle accentuation de la bureaucratie étatique... prônée par ceux qui n'ont pas le courage de se prendre en charge ou qui estiment qu'il faut s'en tenir à la philosophie fanée de ces grands penseurs que furent Marx, Lénine & Cie».

Bel exemple de mystification à partir d'un problème social réel! Le vice-président de la Société des régisseurs n'hésite d'ailleurs pas à considérer son activité «comme une sorte de service public». Un homme qui, contrairement aux locataires (90% de la population genevoise) a le courage de se prendre en charge...

La «tribune des lecteurs» de la *Tribune de Genève* a été davantage le forum de représentants d'associations de locataires, s'exprimant en faveur de l'initiative et critiquant la propagande musclée des milieux immobiliers.

FRIC ET VIOLENCE DE LANGAGE

Côté finances, il faut admettre que les promoteurs immobiliers ont dû dépenser 110 000 francs pour des annonces parues dans les quatre quotidiens genevois et dans l'hebdomadaire gratuit *Genève Home Informations* (nous ne parlons pas ici des journaux publicitaires et des pamphlets dans les boîtes aux lettres qui ajouteraient à cette somme rondelette encore plusieurs dizaines de milliers de francs). La plupart des annonces étaient des pavés provenant de PRO LOG et de l'ACAPI (Association pour l'accession à la propriété individuelle, groupant, autour d'un dissident de PRO LOG, un certain nombre de membres du parti radical genevois), du «Comité en faveur du logement», de la Chambre genevoise immobilière, de l'extrême-droite et du parti libéral. 70% de toutes les annonces en faveur du NON ont coûté plus de 600 francs chacune, dont 15% plus de 1000 francs chacune. L'Association des locataires contre les congés-ventes et l'ASLOCA (Association genevoise des locataires) ensemble ont payé 14 000 francs (8 fois moins que leurs adversaires!) pour 12 annonces parues pendant les quatre derniers jours précédant

la votation. Une campagne financée par des dons individuels et par des contributions de syndicats, d'associations de locataires et des deux partis de la gauche genevoise.

Le Parti du travail a publié une petite annonce dans *La Suisse* et dans la *Tribune de Genève*, la FTMH a fait paraître une annonce, la veille de la votation, dans la *Tribune de Genève*, répondant à une publicité calomnieuse émanant de PRO LOG (ajoutons que *La Suisse* du 7 mars a donné un large écho rédactionnel à la plainte du député socialiste Pierre Schmid contre PRO LOG, tout en présentant, dans la même page, les objectifs de ce groupe de pression).

Au total donc, 15 annonces publicitaires pour le *oui* à l'initiative, contre 130 pour le *non*!

Au-delà du déséquilibre purement quantitatif, c'est la différence du langage qui frappe le lecteur attentif. Quelle surenchère dans le style agressif, mais aussi maladroit! A ne plus compter les clichés employés. Pour l'ACAPI, l'initiative est «socialo-marxiste», mais la propriété d'un logement «un droit sacré». L'extrême-droite taxe les défenseurs des locataires de «collectivistes», le Groupement des constructeurs genevois parle de «socialisation du secteur du logement», PRO LOG de «l'abolition des libertés» (des propriétaires). Un lobby immobilier s'appelle non sans un certain cynisme, «comité en faveur du logement»; son slogan: «Pas d'entraves à la liberté de se loger!» Le monde à l'envers.

LA «TRIBUNE» SOUS PRESSION

Mais la campagne ne s'est pas limitée au discours polémique. Enervés par la publication d'articles sur de nouveaux cas de congés-ventes, notamment dans la *Tribune de Genève*, les milieux immobiliers organisent la pression. Ainsi, pour ne citer qu'un exemple concret, une des régies se demande, dans une lettre datée du 1^{er} mars, «si la *Tribune* est devenue un journal d'obédience socialiste» et elle

annonce ouvertement qu'elle a décidé de ne plus utiliser ce journal comme véhicule publicitaire. Derrière les slogans et affirmations des promoteurs, un véritable vide d'informations. Quelques jours avant la votation, la Chambre genevoise immobilière annonce la création d'un poste de délégué à l'information et aux relations publiques. Le nouveau délégué aura du pain sur la planche; car l'image de ces milieux immobiliers sort bien ternie de cette votation où ils ont battu le record de gaffes en matière d'information du public.

Ernest Bollinger

ANNONCES

Le gros lot à «La Suisse»

Un total de 145 annonces payantes ont paru dans les quotidiens genevois à propos de l'initiative sur les congés-ventes. Le moins qu'on puisse dire est que les opposants à l'initiative se sont plus dépensés à ce titre que leurs adversaires: 130 annonces sont à mettre à leur compte, qui ont été réparties de la façon suivante entre les quotidiens genevois:

La Suisse: 40%

Tribune de Genève: 28%

Journal de Genève: 22%

Le Courrier: 10%

A noter que la plus grande annonce en faveur du non a paru dans l'hebdomadaire gratuit Genève Home Informations (28.2.) sous le titre: «Locataire aujourd'hui... propriétaire demain» — deux pages, au prix de Fr. 6000. — la page.

Les quinze annonces pour le oui se sont réparties entre La Suisse et la Tribune de Genève.

NB. Au courrier, La Suisse a publié trois lettres contre l'initiative et six pour, la Tribune de Genève une contre et huit pour, le Journal de Genève deux contre en tout et pour tout.

Epicentrisme

Genève est capitale du canton du même nom, mais encore capitale régionale. Le Pays de Gex, la Haute-Savoie et le district de Nyon lui doivent leur force économique.

Dissertant sur ce sujet, devant la Société des Arts, M. Wellhauser, conseiller d'Etat genevois (libéral), pouvait mesurer ce pouvoir à la composition de son auditoire, puisque s'étaient dérangés le sénateur et vice-président du Conseil général de l'Ain, le sénateur et président du Conseil général de Haute-Savoie et le préfet du district de Nyon.

Le cinquième de la main-d'œuvre genevoise habite hors des frontières cantonales. 28 000 frontaliers viennent de France et gagnent 850 millions de francs suisses; 16 000 personnes travaillant à Genève viennent du canton de Vaud et gagnent 800 millions de francs (observez la différence de salaire par tête, selon que le travailleur franchit une frontière cantonale ou internationale).

Tableau brossé par l'orateur avec une simplicité unilatérale. Genève distribue, mais ne recense ni les avantages commerciaux et tertiaires de son pouvoir d'attraction, ni les charges reportées sur l'extérieur: frais d'éducation de la main-d'œuvre, charges routières, etc.

Faute d'un bilan exact établissant cette complémentarité, Genève, dans ses relations avec Vaud, persiste à poser une question absurde, celle d'une péréquation fiscale, en sa faveur bien sûr.

Demande irrecevable, non seulement pour des questions de principe, mais parce qu'aucun responsable politique n'oserait expliquer aux Vaudois des régions de l'arrière-pays qu'ils doivent ristourner une part des contributions cantonales au canton de Genève, un des plus riches de Suisse.

Genève et Vaud ont beaucoup d'intérêts communs et mille sujets négociables. Mais l'obstination à poser la question fiscale risque de bloquer toute discussion. Mieux vaut mettre l'autre face du disque.

A. G.

cole, innombrables dans ce pays, qui en viennent à douter de la justesse de la voie suivie et célébrée dans le Sixième Rapport; les gérants de la Coopérative pour le bétail de boucherie et la viande (CBV), qui se demandent où prendre à l'avenir l'argent nécessaire au financement du stockage de la viande invendue; les bouchers, qui ne vont pas tarder d'en avoir ras l'étal d'essayer les revendications des producteurs et les protestations des consommateurs.

Bref, ça doute et ça râle de partout.

Pour tout clarifier, les paradoxes se font de plus en plus évidents, ce qui rapproche d'autant l'heure de vérité: surproduction de viande dans un pays dont les terres agricoles et la base fourragère ne cessent de se rétrécir; importations de quartiers «nobles» et bradage des «avants» à destination d'acheteurs solvables de moins en moins nombreux; productivité accrue à grands frais pour approvisionner un marché saturé. Et, pour couronner le tout: une mévente qui, au mépris de toutes les lois gouvernant les rapports de l'offre avec la demande, ne provoque pas de chute, ni même de fléchissement, des prix à l'acheteur final. Aux dernières nouvelles, les cours du veau et surtout du porc continuent de s'effondrer à la production, et de se maintenir à la consommation. Comprenne qui pourra.

La viande, aliment-symbole de la force et de la richesse, devient le signe de la faiblesse et de la pauvreté (en imagination) des politiques agricoles menées dans les pays industrialisés. En voulant endiguer la marée laitière, elles ont provoqué une montagne de viande. La Suisse, patrie de Nestlé et de la rationalité nutritionniste, devrait parvenir à s'en tirer, à ouvrir une voie nouvelle, ni malthusienne, ni ultra-socialisée. Gros obstacle quand même: le perfectionnisme que nous mettons à faire lois et ordonnances, qui bloque toute innovation et empêche le moindre changement de détail. Reste à faire la révolution, opération pour laquelle les ventres pleins n'ont plus guère d'envie.

STEAKS

Ventre plein n'a plus d'envie

Les bouchers n'en croient pas leurs statistiques: la consommation de viande a diminué en Suisse l'an dernier! Pas de beaucoup certes, à peine un pour cent par habitant; mais quand même, un tel renversement de tendance, prédit depuis longtemps par les consommatrices et les tiers-mondistes par exemple, a de quoi faire réfléchir.

Apparaissent alors d'affreuses visions. Comme celle du bœuf aux côtes d'or qu'on abat sans pitié. On, c'est en l'occurrence une foule d'alliés objectifs: les éleveurs qui cherchent à échapper aux rigueurs du contingentement laitier, les consom-

mateurs qui trouvent trop cher et font de plus en plus souvent maigre, les nutritionnistes qui vantent l'apport intéressant des protéines végétales, les tiers-mondistes qui dénoncent nos vaches «industrielles» en train de brouter des tourteaux à base de céréales vivrières provenant des zones sous-alimentées du globe.

Tout ce petit monde aurait-il provoqué la baisse inattendue de 0,7%, soit de 73,24 à 72,73 kg par ventre et par an? On n'ose pas y penser. On, c'est cette fois toutes sortes de «responsables» qui gèrent le marché de la viande: les dirigeants des organisations de producteurs, qui n'en sont pas encore à regretter le retrait de l'initiative contre les fabriques d'animaux, mais louchent désormais en direction du futur nouvel article 19 de la Loi sur l'agriculture; les spécialistes de la politique agri-

Cedra: fuites non radioactives

Vais-je me mettre à défendre la cause de la Cedra? Peut-être est-il nécessaire de faire la part des choses et de redire ce qui a été déjà mille fois dit. C'est, du moins, ce que me suggère un article très remarquable que le Professeur Jacques Freymond a publié, il y a une dizaine de jours, dans «Le Matin». Cet observateur perspicace de notre société laisse percer son angoisse à propos de l'état de notre environnement, autrefois naturel. Pourtant, remarque-t-il, ce ne sont pas les avertissements qui ont manqué. Et de proposer quelques voies vers des solutions de possibles compromis. Et d'inviter, dans cette quête, les opposants irréductibles de la Cedra à lire objectivement les rapports que cet organisme a publiés: peut-être contiendraient-ils une solution à quelques-uns de nos problèmes...

Bien sûr il est difficile, voire impossible de juger le contenu de toutes ces études: plusieurs spécialistes seraient nécessaires pour mener à bien cette tâche. Mais, il y en a un que nous connaissons presque par cœur à force de l'avoir lu et relu, c'est celui de la requête concernant la commune d'Ollon. En toute objectivité, tous ceux qui se sont penchés sur ce document, de quelque discipline qu'ils viennent, l'ont trouvé extrêmement mauvais: géologie trop restreinte en étendue, trop schématique dans ses méthodes, trop imprécise dans ses épures; connaissances administratives lamentables, au point d'ignorer même les limites de la commune concernée; règles du droit méprisées, ce qui faisait dire à l'avocat de la commune que si un stagiaire de son étude rédigeait un tel mémoire il entendrait parler de ses patrons. Bref, un document qui, sur toute la ligne, n'a pas le niveau exigé d'un étudiant terminant ses études.

Mais, d'un autre côté, parmi tous les rapports que la Cedra a publiés, il en est d'excellents et il n'est

pas nécessaire d'être versé dans de nombreuses disciplines pour s'en rendre compte. Au sein de diverses sociétés savantes, j'ai eu l'occasion, comme tous les géologues de ce pays, de suivre des conférences de haut niveau sur divers sujets abordés par la Cedra. Alors, que se passe-t-il?

Là, je suis obligé d'invoquer quelques informations personnelles. En effet, suite au petit livre que j'ai publié sur le problème des déchets nucléaires¹, j'ai reçu des informations anonymes dont je n'ai, maintenant, plus de raisons de me méfier; en l'occurrence, des chiffres précis sur les sondages exécutés dans le nord-ouest de la Suisse, à propos de leur profondeur, des débits d'eau, de leur température et de leur composition chimique; depuis lors, ces chiffres ont été publiés par la Cedra, ce qui m'a permis de contrôler la parfaite qualité des informations fournies. Mais cet informateur ne m'a pas communiqué que des chiffres; il m'a aussi fait savoir que de nombreux géologues n'étaient pas du tout d'accord avec les conclusions de la direction (ce qui expliquerait qu'ils n'aient jamais été envoyés dans les débats publics); que le concept du stockage dans le socle granitique et gneissique avait été à deux doigts d'être abandonné et que nombreux sont ceux qui n'y croient pas; que l'information circulait très mal à l'intérieur de la structure; etc.

Pourquoi faire état de ces détails que d'aucuns considéreront comme des ragots? Parce que c'est la seule façon, pour moi, d'expliquer comment un bon organisme peut, entre autres, produire de bien méchants rapports et des conclusions erronées. Même un stradivarius, dans des mains inexpertes, ou qui se veulent inexpertes, ne produira que des grincements.

Pourquoi, alors, ne pas utiliser au mieux les connaissances de ces géologues compétents? Probable-

¹ «Qu'en faire? Les déchets radioactifs, un problème non résolu», Marcel Burri, Ed. d'En Bas, 1984. (Réd.)

ment, parce qu'ils refuseraient de produire un projet de «garantie», parce qu'ils proposeraient ce que proposent leurs collègues de l'étranger — à savoir des stockages non définitifs — parce qu'ils engageraient des recherches sérieuses, à long terme, certainement coûteuses, pour la moins mauvaise solution. Bref, ils ne satisferaient pas à cette garantie de stockages définitifs et sûrs que la loi exige. Loi qui fut proposée par nos autorités dans le but de tranquilliser l'opinion publique sur ce point, à la veille du vote de la première initiative antinucléaire. Cette garantie n'est pas une nécessité scientifique, c'est une nécessité politique qu'on cherche à satisfaire pseudo-scientifiquement.

Reprenons les questions de départ: existe-t-il une possibilité de stockage sur la commune d'Ollon? Ça n'est pas exclu. Alors pourquoi s'opposer à des sondages? Parce qu'il existe ailleurs d'autres possibilités et qu'il faut, en un premier temps, les explorer toutes. Et pourquoi tellement de perfectionisme à ce sujet? Pour qu'il n'y ait pas, en l'an 2500 de notre ère, un Professeur Freymond pour écrire, à la suite d'une fuite de matériels radioactifs contre laquelle on ne pourra rien faire: pourtant les mises en garde, à l'époque, n'avaient pas manqué!

M. B.

EN BREF

Le groupe américain de cliniques privées AMI (DP 765) ne désarme pas! Ayant échoué, en un premier temps, dans ses projets de construire un établissement sur un terrain appartenant à la ville d'Aarau, il vient de se porter acquéreur dans la même ville d'un nouveau terrain, cette fois auprès d'un propriétaire privé. Seule la loi cantonale sur la santé publique qui passera prochainement devant le Grand Conseil argovien permettra de mettre le holà à cette entreprise: il est question en effet, dans ce texte, d'une clause du besoin pour la création d'hôpitaux privés.

La gauche et la grève des mineurs britanniques

C'est avec étonnement que j'ai lu, dans le numéro 763 de DP, l'article d'Hélène Bezençon concernant la grève des mineurs britanniques, et le commentaire rédactionnel l'accompagnant.

Pour une fois que DP consacre une page entière à un problème étranger, on s'attendrait à ce qu'il le fasse de façon moins sommaire et moins unilatérale.

*

Rappelons quelques faits trop souvent ignorés! Arthur Scargill et la direction de la NUM (syndicat national des mineurs) ont décrété cette grève de façon autoritaire et sans consulter la base à l'échelle nationale. Ils ont d'abord été suivis par les fédérations où leurs partisans détenaient la majorité. Ensuite les dirigeants grévistes n'ont pas hésité à envoyer des commandos usant de violence et d'intimidation à l'égard de ceux qui rechignaient à les suivre sans avoir été consultés. Malgré cela, quelques fédérations ont toujours refusé de s'engager dans cette grève décidée de façon non démocratique sur des positions maximalistes et de façon aventureuse. Hélène Bezençon dénonce la violence policière, en ne citant d'ailleurs que des sources émanant de la NUM. Il faut rappeler que la violence a été utilisée dès le début, de façon systématique, par les grévistes, aussi bien contre les autres mineurs que contre la police.

Les méthodes de Scargill ont rendu cette grève impopulaire et elles ont créé au sein des mineurs un climat de violence et de haine. Un trait caractéristique: quand, dans un meeting de mineurs gallois, Norman Willis, secrétaire général du TUC (union syndicale britannique), tout en dénonçant les violences policières, a eu le courage de dire à ses auditeurs que leurs propres actes de violence faisaient le jeu de leurs adversaires, il s'est fait huer, et des mineurs ont fait descendre devant son nez une corde avec nœud coulant, aux applaudissements de

l'assistance. D'ailleurs, un meurtre non symbolique, mais bien réel a été commis contre un chauffeur de taxi qui conduisait un mineur au travail. Quant à l'attitude des autres syndicats, du TUC et du Labour Party, Scargill joue sur la solidarité traditionnelle et toujours bien réelle du mouvement ouvrier: malgré les critiques qu'on adresse à des camarades, «en privé» (et même s'ils vous insultent), on ne veut pas les désavouer publiquement face à une direction soutenue par un gouvernement aussi réactionnaire que celui de M^{me} Thatcher; et l'on ne va pas refuser de l'aide aux familles des grévistes ruinés qui commencent à avoir faim. Toutefois, la solidarité n'a pas été aussi ample et soutenue que dans des cas analogues du passé. La gauche britannique est de plus en plus divisée à ce sujet.

*

Le réflexe solidaire joue aussi chez nous, dans les syndicats suisses: déclarations de soutien, appel à des dons de solidarité, invitation d'enfants de grévistes. Mais la presse syndicale se tait sur les méthodes et l'orientation politique de Scargill.

Si la gauche «officielle» est gênée aux entournures pour dire certaines vérités concernant un chef syndicaliste et l'action qu'il mène, ce devrait précisément être le rôle d'un journal de gauche mais indépendant des partis et des syndicats, comme DP, de présenter une analyse approfondie de la situation et de dénoncer le danger que représentent des hommes comme Scargill.

Ses manières autocratiques l'ont fait surnommer «le roi Arthur». Il a fait scandale en demandant de l'aide au Libyen Kadhafi, mais ce n'est là que la pointe de l'iceberg. Il entretient les meilleures relations avec les dirigeants des syndicats officiels d'URSS et autres pays communistes; bien plus, il suit leur politique, soit en tentant — il y a deux ans — de détruire¹ la Fédération internationale des

¹ Voir notamment les bulletins de l'Union internationale des travailleurs de l'alimentation 9-10/84, 7-8/84, 7/83.

² Attaques encore rappelées dans «Le Monde» des 3 et 4 mars 1985.

mineurs (qui regroupe les syndicats non communistes), soit en condamnant le syndicat indépendant polonais «Solidarność» qu'il traite d'organisation «anti-socialiste»². Auparavant déjà, la direction de la NUM avait refusé d'intervenir en faveur du mineur soviétique Vladimir Klebanov, jeté dans une prison psychiatrique pour avoir tenté de fonder un syndicat libre.

Scargill et son équipe agissent comme des staliniens: d'une part, mépris des règles démocratiques, usage systématique de la violence et de l'intimidation, d'autre part utilisation, dénuée de tout scrupule, d'une cause juste en elle-même (défense des droits des travailleurs contre un gouvernement réactionnaire) et des traditions de solidarité de la gauche démocratique. A quelles fins? Scargill devait savoir que ses exigences maximalistes et son refus de transiger rendaient impossible toute solution négociée. Il a saisi l'occasion et utilisé ses troupes pour tenter de se poser en unique champion des travailleurs face au gouvernement Thatcher, afin de renforcer son propre pouvoir et au mépris des intérêts de ceux qu'il prétend défendre. Et avec quel résultat? Une grève qui, après avoir coûté très cher aux simples travailleurs qui ont suivi Scargill de gré ou de force, s'achève sur une défaite, laissant un syndicat déchiré par les haines et les habitudes de violence qui se sont installées, et un mouvement travailliste ébranlé et profondément divisé.

*

La gauche démocratique va-t-elle continuer à se laisser berner par de tels personnages? Resterait-elle bouche cousue au nom d'une solidarité que ces Staline et consorts invoquent quand ça les arrange et foulent aux pieds quand ça leur convient? Attendra-t-elle qu'ils aient triomphé et commis leurs ravages, jusqu'à ce que leurs épigones l'autorisent enfin à les dénoncer... timidement?

Jeanne-Marie Perrenoud

PS. Je sais bien que ce que j'écris ici me vaudra d'être traitée de réactionnaire (ou social-traître ou autre aimable qualificatif de ce genre) par une frange de la gauche, non la plus nombreuse, mais

la plus bruyante. J'avoue que cela m'a fait hésiter un instant. Aussi je comprends ceux qui préfèrent se taire. Mais je comprends aussi que ces injures font partie de la tactique d'intimidation et qu'il est vital de ne pas y céder.

PRÉCISONS!

Une réalité humaine

Réd. Il est vrai que les sujets de «politique étrangère» sont extrêmement rares dans les colonnes de «Domaine Public». Non pas parce que cette actualité-là n'intéresse pas les collaborateurs du journal (loin de là!), non pas par nombrilisme helvétique: en fait, si nous nous en tenons, pour l'essentiel, à l'analyse et au commentaire de réalités suisses (ou vues à partir de la Suisse), c'est parce que ce champ d'investigation correspond à nos moyens rédactionnels — plus loin, comment remonter vraiment aux sources, vérifier à fond les informations, fournir des éléments d'appréciation originaux?

LE CARNET DE JEANLOUIS CORNUZ

Vieux démons

Citation à l'ordre du jour: Hugo.

Attentats, violence, terrorisme, etc. Il ne s'agit pas d'excuser, mais de comprendre les causes, peut-être.

Hugo, parlant du *terroriste* Marat: «Marat est la misère.» «Marat, c'est le vieux spectre immense.» «Marat s'est formé goutte à goutte.» «Ah! que la société humaine y prenne garde, on ne tuera Marat qu'en tuant la misère; tant qu'il y aura des misérables, il y aura sur l'horizon un nuage qui peut devenir un fantôme, et un fantôme qui peut devenir Marat.»

Ceci vers 1874.

Citation à l'ordre du jour: Jaurès.

Le point de vue d'Hélène Bezençon sur la grève des mineurs anglais était intéressant, à notre avis, pour deux raisons au moins: éclairage sur une politique de droite, typique et vantée comme une référence par les milieux conservateurs, en Suisse aussi; complément bienvenu (de provenance clairement indiquée) à l'information distillée sur le sujet par les agences de presse internationales. Avec une optique plus générale: rappeler que, quelle que soit l'analyse des événements et des responsabilités, une réalité humaine demeure, incontournable.

Pour le reste, il est vrai que nous ne sommes pas entrés en matière sur le fond du problème syndical, politique et social. Allant au-delà de notre propos, notre correspondante donne des points de repère intéressants qui recourent du reste, pour la plupart, les informations en notre possession. Et à vrai dire, nous sommes particulièrement sensibles à ses mots sur les impasses de la solidarité à tout prix, sans recul critique, les yeux fermés. D'accord pour en finir avec cet obscurantisme. Entre l'égoïsme et le militantisme béat, il y a une forme de solidarité lucide à rechercher en permanence.

(Ah! Monsieur Gallo, votre livre est admirable, mais vous réveillez de bien redoutables voix!) Jaurès parlant des attentats anarchistes — nous sommes en 1894: «Le jour où le même navire emportera vers les terres fiévreuses de la relégation le politicien véreux et l'anarchiste meurtrier, ils pourront lier conversation: ils s'apparaîtront l'un à l'autre comme les deux aspects complémentaires d'un même ordre social.» «Rappelez-vous la grande image du poète antique: la poussière est la sœur altérée de la terre! Et dites-vous bien que toute cette poussière de fanatisme anarchiste qui a aveuglé quelques misérables sur les chemins est la sœur de cette boue capitaliste et politicienne que vos prescriptions légales ont séchée.»

Puis, écrit Max Gallo (p. 155), Jean Jaurès propose à la Chambre un amendement au projet de loi pour la répression de la propagande anarchiste: «Seront considérés comme ayant provoqué aux

actes de propagande anarchistes tous les hommes publics, ministres, sénateurs, députés qui auront trafiqué de leurs mandats, touché des pots-de-vin, participé à des affaires véreuses...»

Il y eut un malaise au sein de la majorité, écrit encore Gallo, un trouble au moment du vote!

* * *

Je vous disais: Pellaton — Jean-Paul Pellaton et ses *Poissons d'Or*. Vingt nouvelles, dont dix-neuf me paraissent de petits chefs-d'œuvre. Et les raisons de mon plaisir sont toujours les mêmes: une histoire très simple, une histoire de tous les jours, comme nos écrivains suisses allemands, Diggelmann ou Regenass (il faudra que je parle de Regenass!) ou Margrit Schriber excellent à en conter. Et puis tout de même une sorte de mystère, un mystère, cette part de mystère qui peut-être est celui même de la destinée et de toute destinée. Et puis l'art du conteur lui permet d'éviter ce piège, qui serait de conclure, d'élucider le mystère — et par là presque immanquablement de quelque peu l'aplatir (à la seule exception de l'un des récits, celui qui me paraît moins réussi).

Un homme croit rencontrer en la personne d'une tenancière d'hôtel une ancienne championne de bridge qui eut son heure de gloire; une vieille demoiselle meurt soudain dans la pension-famille où elle a trouvé refuge: suicide ou empoisonnement? un employé prend sa retraite après trente-quatre ans de service et va rejoindre... des clochards qu'il connaît, sous un pont! «La vie est là, calme et tranquille» — pas si calme, peut-être, pas si tranquille, mais ayant sa saveur propre, même la plus humble.

Que dire alors de ce roman *Les Mains d'Antoine*, de Maurice Bonzon? Premier roman, premier livre, si je ne me trompe, d'un vieil homme, qui d'une certaine manière a sa vie derrière lui — pareil à une floraison tardive, inespérée, et d'autant plus précieuse... J'y reviendrai la semaine prochaine.

J. C.

Les lecteurs du parrain

En deux tours de scrutin pour le renouvellement des autorités cantonales, le corps électoral valaisan a épuisé une fois de plus le stock des formules à disposition des observateurs pour qualifier la stabilité (la «stagnation» dit l'hebdomadaire socialiste, «Le Peuple valaisan») des forces en présence sur le front électoral.

Tout au plus constate-t-on une fois de plus que les démocrates-chrétiens du Haut et du Bas ne parviennent pas à faire passer, candidat dissident ou pas, leurs quatre poulains au premier tour, alors même qu'ils disposent d'une confortable majorité au Grand Conseil.

Tout au plus note-t-on que l'audience du radical Comby se fait de plus en plus importante (sans que son parti bénéficie vraiment de cette popularité, surtout impressionnante dans la partie romande du canton).

Tout au plus regrette-t-on l'effacement des femmes au Législatif — même si une des députées est promise à la présidence du Grand Conseil.

Tout au plus souligne-t-on la permanence de la minorité socialiste, fidèle au poste, sans plus.

Mais une fois les minces retouches faites à la photographie de famille prise tous les quatre ans, que reste-t-il à souligner? Rien, sinon le mystère du «Nouvelliste et Feuille d'Avis du Valais»!

Voilà un quotidien qui se flatte, à juste titre du reste, de pénétrer la quasi-totalité des ménages du canton et qui, aux moments critiques de la vie civile cantonale, élections ou votations, se transforme en une feuille partisane, vouée à la gloire de la démocratie-chrétienne.

Voilà donc ce quotidien qui a l'ambition de représenter le Valais et qui se coupe, sans l'ombre d'une hésitation, d'une respectable partie de son public,

qui heurte de front pendant des semaines les convictions politiques différentes de milliers de lecteurs rebutés par la propagande démocrate-chrétienne à haute dose, qui plus est présentée comme la ligne politique de la rédaction.

Et en prime, des couplets directoriaux assésés sur un ton probablement unique en Suisse, André Luisier faisant le ménage entre les deux tours pour le Conseil d'Etat par exemple, à la manière d'un parrain réglant ses comptes. Echantillon du 5 mars dernier: «(...) Comme j'ai été apostrophé hier soir, lors de l'assemblée des délégués du PDC, par M. André Tornay, ancien président des jeunesses démocrates-chrétiennes de Monthey, je précise ici que je n'écris nullement comme ancien rédacteur en chef — plus ou moins dilettante ou retraité, mais bel et bien comme directeur du «Nouvelliste», avec tout ce que cela comporte de pouvoir et de devoirs. Nous formons un parfait duo, le rédacteur en chef et moi. Nous rédigeons, l'un et l'autre, ce qui nous paraît bon et juste et je ne conseille à personne de tenter de dissocier nos efforts. Il y perdrait son temps et ses dents. Pour le surplus, comme j'en ai par-dessus la tête de ces critiques futiles, tenant lieu de remerciements pour l'effort énorme accompli par notre quotidien en faveur d'abord de la participation et, à nos risques et périls, d'un vote compact dans l'ensemble du canton de l'excellente liste démocrate-chrétienne, je prie nos lecteurs de se reporter aux impressions limpides de notre éditorialiste, M. Roger Germanier, en page 34.»

Un mauvais moment à passer? Passé le prurit électoral, le «Nouvelliste» retrouve-t-il tous ses lecteurs? Il y aurait comme du masochisme dans l'air.

PS. Le «Nouvelliste» est contagieux. On sait que le quotidien valaisan est en première ligne du combat pour la bagnole reine, haut-parleur inépuisable de tous ceux qui prétendent défendre sur la route le dernier carré des libertés individuelles. Or voici comment, dans «La Terre romande» du 9 mars,

une certaine Ariane Alter-Manfrino démarre une dissertation pénible sur l'état de la forêt valaisanne: «Les élucubrations de panique, émanant du Conseil national, face aux remèdes à préconiser pour enrayer le dépérissement des forêts, ont provoqué un mécontentement dans notre canton. Les décisions plus tempérées du Conseil des Etats détendront probablement les esprits. Oserait-on espérer que le débat fédéral s'élargisse, qu'il tienne enfin compte des réalités économiques spécifiques à chaque région et surtout qu'il tente de jouer au bon médecin. En effet, le Valais n'a jamais cherché à minimiser l'état de sa forêt, mais il se refuse à accepter un diktat teinté d'«écologisme verdâtre», irréaliste et digne d'un charlatanisme de mauvais aloi...» etc., etc. La voix de son maître.

HISTOIRE

Le régime des assemblées populaires

La Constitution vaudoise centenaire (DP 765) a assuré la pérennité d'un régime établi le 14 février 1845 par une «assemblée populaire générale réunie sur Montbenon, à Lausanne». Ladite assemblée avait en effet voté une résolution dont l'article 3 proclamait: «Un gouvernement provisoire est institué pour exercer les pouvoirs que la Constitution attribue au Conseil d'Etat, en attendant l'élection d'un nouveau Grand Conseil et d'un nouveau Conseil d'Etat. Ce gouvernement provisoire reçoit, de plus, des pleins pouvoirs extraordinaires pour décider tout ce que des circonstances imprévues pourraient commander pendant le temps pour lequel il est établi.»

Le lendemain, «l'assemblée populaire générale du canton de Vaud... voulant remédier à l'état du pays; voulant aussi laisser quelque acte marqué de sa souveraineté...» dissout le Grand Conseil...

Question bête et méchante: ne faudrait-il pas brûler les vieux papiers pour éviter des comparaisons déraisonnables?